

## COMTE DES 66:

### Appel pour le "OUI" au traité établissant une Constitution pour l'Europe

Le 10 juillet 2005 vous aurez à vous prononcer sur le "traité établissant une Constitution pour l'Europe". Le texte soumis à votre approbation est loin d'être parfait. Mais ce traité constitutionnel marque une étape importante pour la construction d'une Europe réconciliée dont le plus grand mérite est d'avoir su créer un espace de paix, de sécurité et de prospérité. Le Luxembourg a beaucoup contribué au projet européen et en a été un des plus grands bénéficiaires.

Sans ignorer les faiblesses du traité constitutionnel, fruit d'un compromis à vingt-cinq, nous croyons pouvoir avancer 12 raisons qui plaident en faveur d'un oui.

1- Le traité constitutionnel a été préparé par une Convention composée de membres du Parlement européen, des Parlements nationaux et de représentants des gouvernements. Il a été revu et adopté à l'unanimité par les 25 gouvernements des pays membres. Il revêt donc une légitimité démocratique.

2- Le traité constitutionnel place l'Union européenne dans l'histoire millénaire de l'Europe en rappelant ses "héritages culturels, religieux et humanistes." Ces derniers imprègnent l'ensemble du texte et lui donnent sa véritable dimension.

3- Le traité constitutionnel établit une charte des droits fondamentaux (liberté, égalité, refus de toutes les discriminations, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes \*) qui acquièrent force juridique contraignante. La charte est un garant pour tous les habitants de l'Union et crée un socle de valeurs que devront respecter tous les Etats qui voudront un jour la rejoindre.

4- Le traité constitutionnel consacre l'espace de droit et de sécurité qui s'est construit au cours des 50 dernières années. Les politiques de contrôle aux frontières, d'immigration, d'asile et de visas relèveront désormais de l'Europe ce qui constitue une avancée importante.

5- En intégrant dans un document unique les traités antérieurs, le traité constitutionnel apporte plus de clarté et de transparence dans le fonctionnement des institutions. Il délimite les compétences des différents organes de l'Union et rend le processus de décision plus lisible (mieux comprendre qui fait quoi dans l'Union).

6- Le traité constitutionnel améliore sensiblement le fonctionnement des institutions européennes en approfondissant l'action communautaire et démocratique: extension du vote à la majorité, augmentation des pouvoirs du Parlement européen, implication des parlements nationaux, droit d'initiative législative des citoyens par pétition à partir d'un million de signataires.

7- Le traité constitutionnel pense à l'avenir en consacrant le concept de développement durable. Il fait en même temps du maintien d'un niveau de santé élevé et de la protection de l'environnement une de ses préoccupations majeures. Par là il est fidèle au rôle pionnier joué par l'Union dans l'élaboration du protocole de Kyoto.

8- Le traité constitutionnel veille à la cohésion sociale de nos sociétés en prônant une économie au service des hommes et des femmes et une politique de solidarité entre groupes sociaux et classes d'âge. Le traité met en valeur une protection sociale adéquate, l'amélioration des conditions de vie et de travail ainsi que le dialogue social. Il reconnaît notamment la spécificité du sport dans sa fonction sociale et éducative.

9- Le texte constitutionnel reconnaît la diversité culturelle et linguistique des Etats membres. Il respecte l'identité de chacun et rejette toute volonté d'uniformisation. En cela il est conforme à la devise de l'Union Européenne: "Unie dans la diversité".

10- Le traité constitutionnel se place dans la tradition de notre pays qui depuis l'appel de Robert Schuman (1950) a répondu favorablement à toute avancée européenne. Le rejeter serait renier notre passé. Le traité maintient le nombre de nos députés au Parlement Européen et consolide Luxembourg en tant que capitale européenne, siège d'importantes institutions communautaires.

11- Le traité constitutionnel renforce la position de l'Europe dans le monde par la création d'un poste de Ministre des Affaires étrangères de l'Union et d'un poste de Président du Conseil européen pour une durée de 2,5 à 5 ans. Il rendra ainsi l'Union plus visible sur le plan international par une politique étrangère et de sécurité commune renforcée.

12- Le traité constitutionnel ne crée ni un Etat fédéral ni ne rétrograde l'Union au niveau d'une simple Confédération. Il partage les compétences entre l'Union et les Etats membres selon le principe de subsidiarité qui dit que l'Union n'agit que là où les Etats seuls ne peuvent légiférer utilement et qui convient le mieux à la nature de la construction européenne et à la protection des identités nationales.

Quelles seraient les conséquences d'un rejet du traité? L'Union serait obligée de se replier sur le traité de Nice (2001) dont l'application freine l'Europe. Dire "non" signifierait un recul, alors même qu'il est hautement improbable qu'un nouveau traité constitutionnel, soumis lui aussi au vote à l'unanimité, puisse faire mieux.

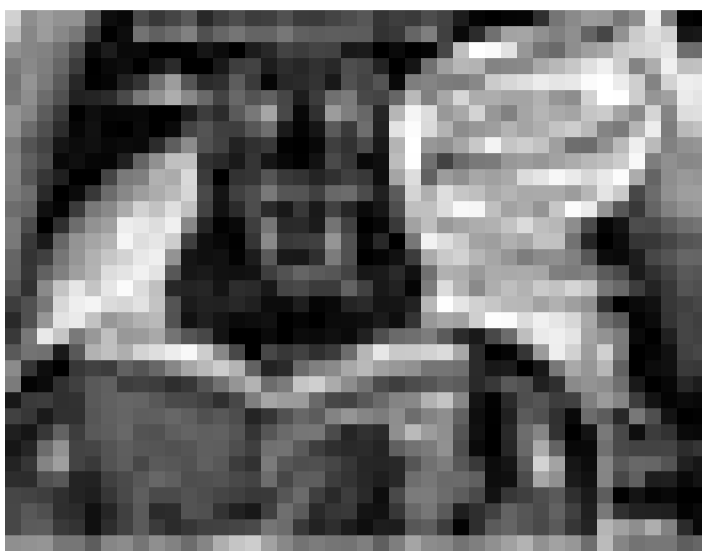
Le traité constitutionnel fait l'objet d'un certain nombre de critiques. Il ne va pas aussi loin dans l'intégration que beaucoup le souhaitent alors que pour d'autres il va déjà trop loin. Il semble plus préoccupé par l'intégration économique (concurrence) que par l'harmonisation sociale ce qui n'empêche pas que le modèle social qui y figure soit le plus avancé de la planète. Il n'a cependant pas été possible de faire mieux à 25.

Tel quel il ne ferme aucune porte à l'avenir et n'enregistre aucun recul social. Bien au contraire, il ouvre la voie à une Europe plus forte politiquement, économiquement et socialement, à condition bien sûr que gouvernements et peuples le veuillent. Un oui de votre part va dans la bonne direction.

Signataires: 1. Guy AACH, Commerçant 2. Henri AHLBORN, Economiste 3. Serge ALLEGREZZA, Economiste 4. Charles BARTHEL, Directeur du Centre R. Schuman 5. Hubert BAULER, Professeur 6. Romain BAUSCH, Economiste 7. Tom BELLION, Economiste 8. Hubert CLASEN, Chef d'entreprise 9. Alwin DE PRINS, Etudiant 10. Guy DÖCKENDORF, Professeur 11. Romain ERNST, Ouvrier 12. Fernand ERNST, Commerçant 13. Danièle FALTZ, Directrice de lycée 14. Carine FEDERSPIEL, Médecin 15. Liliane FISCH, Secrétaire de direction 16. Lily GANSEN, Présidente d'Association 17. Norbert GEISEN, Boulanger 18. Emy GILLEN, Professeur de théologie 19. Pierre GRAMEGNA, Economiste 20. Hubert HAUSEMER, Professeur de Philosophie 21. Marc HENGEN, Assureur 22. Frank HOFFMANN, Metteur en scène 23. Jean-Claude HOFFMANN, Producteur de musique 24. Maryse HOFFMANN, Commerçante 25. Jean HOSS, Avocat 26. Edmond ISRAEL, Banquier 27. Ginette JONES, Assistante sociale 28. Camille KERGER, Compositeur 29. Joseph KINSCH, Chef d'entreprise 30. Anne KREMER, Joueur de tennis 31. Paul KREMER, Professeur de philosophie 32. Charles KROMBACH, Ingénieur 33. Jean-Paul LEHNERS, Historien 34. Raymond LIES, Médecin 35. Marc LIMPACH, Juriste 36. Ger MAAS, Artiste-peintre 37. Roger MANDERSCHIED, Ecrivain 38. Jean MEYER, Docteur en droit 39. Charles MULLER, Directeur de Théâtre 40. Frantz-Charles MULLER, Président Natura 41. René NUSS, Musicien 42. Marc OLLINGER, Directeur de Théâtre 43. Josianne PEIFFER, Actrice 44. Marianne PESCH-DONDELINGER, Agricultrice 45. Jean PETIT, Architecte 46. Paul PHILIPP, Président de la FLF 47. Patrice PIERETTI, Professeur d'économie 48. Gilbert PREGNO, Psychologue 49. Marie-Paule PROST-HEINISCH, Physicienne 50. Gérard RASQUIN, Juriste 51. Paul RECKINGER, Installateur 52. Isabelle SCHAEFFERS, Apprentie - Opticien 53. Francis SCHARTZ, Directeur de lycée 54. Romain SCHMIT, Economiste 55. Paul SCHUMMER, Employé privé 56. Denis SCUTO, Historien 57. Roger SEIMETZ, Historien, Comédien 58. Patrice SILVERIO, Dirigeant PME 59. Gaston STEIN, Avocat 60. Marc THEISEN, Avocat 61. Gilbert TRAUSSCH, Historien 62. Alex WEBER, Notaire 63. Nicole WEIS, Infirmière graduée 64. Marie-Anne WERNER, Professeur 65. Joë WIRTZ, Gynécologue-obstétricienne 66. Michel WURTH, Chef d'entreprise.

## STIMME ZUM REFERENDUM

# Grad elo: Nee!



*Ein neues Lied, ein besseres Lied, oh Freunde will ich Euch singen*

*Wir wollen hier auf Erden schon ein Himmelreich errichten*

(Heinrich Heine)

Aus der Unfähigkeit heraus, diese unerträgliche, allgegenwärtige Gehirnwäsche zu ertragen, die jetzt, kurz vor dem Referendum, von der heiligen Allianz der Ja-Sager und Verteidiger des Verfassungsentwurfes inszeniert wird, betrachten wir es als Notwendigkeit, unsere Beweggründe, weshalb wir am 10. Juli Nein sagen werden, hier an dieser Stelle zu erörtern. Als langjährige Gewerkschaftsmilitanten sehen wir uns verpflichtet, gerade jetzt gegen diesen grauen Strom aus neoliberaler Einheitsbrei anzuschwimmen und ein, wenn auch vielleicht bescheidenes, Gegengewicht zur Omnipresenz der Ja-Sager Argumentation in allen luxemburgischen Medien zu schaffen.

Um den Befürworter des Verfassungsentwurfes die Mühe zu ersparen, in ihren mittlerweile abgedroschenen, verunglimpfenden Argumenten zu kramen, mit denen sämtliche kritischen Verfassungsgegner kübelweise überschüttet wurden, erlauben wir uns, im Vorfeld folgendes zu bemerken:

- Wir sind weder rechtsextreme Populisten, noch nationalistische Souveränisten

- Wir werden am 10. Juli den Verfassungsentwurf nicht etwa ablehnen, weil wir aus innenpolitischen Gründen dem Herrn Juncker eins auswaschen wollen (zugegeben: die Demission des Premiers würde uns nicht unbedingt in eine Depression stürzen.)

- Wir sind weder übermäßig begriffsstutzig noch ausgeprägt blöde. Unsere Gewerkschaftsarbeit hat uns befähigt, auch etwas komplexere ökonomische, soziologische oder gar politische Sachverhalte und Zusammenhänge zu verstehen.

Genau wie Millionen Franzosen und Niederländer vor uns, haben wir uns erlaubt, laut zu denken und diesen Verfassungsentwurf kritisch zu hinterfragen aber auch die aktuelle Entwicklung der Situation zu kommentieren.

(...)

Mit scheinbar letzter Kraft appellierte Herr Juncker nach seiner Rückkehr aus den USA an die Luxemburger (ausländi-

sche EU-Einwohner werden bekanntlich nicht um ihre Meinung gefragt) doch unbedingst am 10. Juli dem Verfassungsentwurf zuzustimmen. Und wieder setzte der Premier die Bevölkerung unter Druck, diesmal mit dem Hinweis auf die historische Verantwortung, die nun auf den Schultern der Luxemburger lastet. Ganz Europa, ja die ganze Welt wartet auf ein positives Zeichen der braven Luxemburger. Bleibt dieser Impuls aus, stimmt Luxemburg gegen den Verfassungsentwurf, so stürzt, laut Herr Juncker, Europa endgültig in die Krise.

Aber die Krise kommt nicht, sie ist längst da! Junkers EU Präsidentschaft mündet in einem Misserfolg: natürlich sind die Resultate der Referenden in Frankreich und den Niederlande, ganz gleich was die Ja-Sager behaupten mögen, um die Situation zu relativieren, der Anfang vom Ende für den europäischen Integrationsprozess auf neoliberaler Basis.

(...)

Das machtvolle Nein in Frankreich und den Niederlanden räumt nun endlich auf mit der Mär, der europäische Integrationsprozess wäre, seit seinem Beginn, eine gradlinige Entwicklung gewesen, ohne Krisen und Rückschritte. Es handelt sich hier nicht um eine endlose Baustelle, die immer offen für Verbesserungen und Veränderungen wäre. Wird dieser Verfassungstext ratifiziert, werden neoliberale Wirtschaftspolitik und Profitgier zur supranationalen Staatsdoktrin erhoben; dann ist dieser Prozess endgültig beendet. Es wird dann keine Verbesserungen mehr geben, sondern nur noch Rückschritte auf allen sozialen Ebenen.

## Dieser Verfassungsvertrag ist zutiefst undemokratisch

Abgesehen davon, dass dieser Text insgesamt 448 Artikel umfasst und somit auf keinen Fall den gängigen Kriterien einer Verfassung entspricht, wurde er von einem Gremium verfasst (dem Konvent) das keine Form von demokratischer Legitimation besitzt. Es wurde nie gewählt. So ist es auch kaum verwunderlich, dass der Vertrag die Maxime, die bislang noch in vielen nationalen Verfassungen verankert war, "alle Macht geht

vom Volke aus", negiert. Der Verfassungsentwurf vertieft den Graben zwischen machtlosem Europaparlament und der allmächtigen, nicht vom EU Bürger gewählten Kommission, die die legislative Macht quasi monopolisiert. Beeinflusst werden die Kommissare in ihren Initiativen nicht etwa von dem mehr oder weniger demokratisch gewählten Parlament, sondern in erster Instanz von einer Myriade offiziell anerkannter Lobbyisten, die keine Mühe scheuen, um die Interessen der multinationalen Konzerne, Finanzgruppen und anderen Spekulanten zu verteidigen.

Die Exekutive, also der Ministerrat, braucht auch in Zukunft niemandem Rechenschaft abzulegen!

Die Verfassung versteht sich nicht als laizistisch: christliche Kirchen werden zum wichtigen Bestandteil der abendländischen Kultur erhoben.

Und mag der Verfassungstext sich noch so oft auf die Menschenrechte berufen, so sieht er dennoch die Todesstrafe als drastisches Repressionsmittel vor.

## Dieser Verfassungsvertrag ist antisozial

Die Prinzipien des Neoliberalismus erhalten Verfassungsrang. In den allgemeinen "Zielen der Union" ist zwar beschränkend die Rede von einer "in hohem Maße wettbewerbsfähigen sozialen Marktwirtschaft, die auf Vollbeschäftigung und sozialen Fortschritt abzielt, sowie ein hohes Maß an Umweltschutz und Verbesserung der Umweltqualität." (I-3) Im konkreten Politikteil wird dann aber Klartext geredet von der Verpflichtung auf den "Grundsatz einer offenen Marktwirtschaft mit freiem Wettbewerb" (III-177) Beschäftigungspolitik wird den "Grundzügen der Wirtschaftspolitik" untergeordnet (III-206, 179), die geprägt sind durch die einseitige Orientierung auf das "vorrangige" Ziel der "Preisstabilität" (I-30, III-177, 185) und durch den in Verfassungsrang erhobenen "Stabilitätspakt" (III-184), in der Steuerpolitik sollen nur die indirekten Steuern harmonisiert werden (III-171). Nicht vorgesehen ist die längst überfällige Angleichung direkter Steuern, besonders der Unternehmenssteuern, womit der ruinöse "Abwärts-wettbewerb" bei den staatlichen Einnahmen zu Lasten der Finanzierung öffentlicher Aufgaben aufzuhalten wäre.

Die einzelstaatlich gewährten Leistungen der öffentlichen Daseinsvorsorge, auch die beschworene Sicherung der "kulturellen Vielfalt", einschließlich der künstlerischen (I-3), werden ganz im Sinne der WTO relativiert (III-166) und bleiben der Beihilfekontrolle unterworfen.

Anstelle eines "Rechts auf Arbeit" wird nur das "Recht zu arbeiten" gewährt (II-75), auch andere soziale Grundrechte fanden keine Aufnahme oder nur eine Aufnahme in stark beschnittener Form.

Der eifrigste Befürworter des Verfassungsvertrages wird kläglich bei dem Versuch scheitern, einen Paragraphen zu finden, der das Recht auf eine Wohnung, auf ein Existenzminimum oder einen gesetzlichen Mindestlohn garantiert. (...)

## Die "verfasste" Militarisierung Europas

Die Befürworter des Verfassungsentwurfes pochen immer wieder auf den angeblich Frieden stiftenden Charakter der EU. Auch diese Behauptung ist ein Märchen. Ist während den letzten 60 Jahren kein Weltkrieg mehr von europäischem Boden aus angezettelt worden, so waren die meisten der ehemaligen europäischen Kolonialmächte alles andere als Friedenstauben.

Mit dem EU-Verfassungsvertrag wird die Militarisierung der Europäischen Union bis hin zur globalen Kriegsführungsfähigkeit vorangetrieben. Der Verfassungsvertrag soll der EU die "auf militärische Mittel gestützte Fähigkeit zu Operationen" (Art I-41 Abs. 1) sichern. Die Mitgliedstaaten verpflichten sich, ihre militärischen Fähigkeiten schrittweise zu verbessern" (Art. I-41 Abs. 3).

In Luxemburg heißt dies: Erhöhung des Verteidigungshaushaltes auf 1,2 % des BSP. In anderen Worten: eine 300 % Steigerung! Zwischen 2000 und 2005 wurden bei uns die Militärausgaben von 44 auf 83 Millionen Euro hochgeschraubt!

Wir lehnen diesen Vertrag aber auch ab, weil eine Zustimmung nicht nur ein Bekenntnis zum weiteren sozialen Raubbau wäre, sondern zugleich eine Legitimierung von jahrzehntelangem Sozialabbau, von Massenarbeitslosigkeit, Verelendung und Verarmung.

Die Krise ist schon ausgebrochen. Das angedrohte Chaos wird nicht kommen.

Im Gegenteil: die massive Ablehnung des Verfassungsvertrages ist eine einzigartige Chance für den Aufbau eines neuen vereinten Europas. Eine Gelegenheit, all das wieder umzudrehen, was die neoliberale Wirtschaftspolitik in 5 Jahrzehnten in Europa zerstört hat.

Die eigentliche Debatte fängt jetzt erst an: Wie ist die Bündelung der Kräfte zwischen Nicht-Staatliche Organisationen, Gewerkschaften zu erreichen, damit wir gemeinsam ein anderes Europa schaffen?

- Ein Europa, in dem die Solidarität sich in aller Freiheit entfalten kann.

- Ein Europa, in dem die Gleichheit aus der Vielfalt wächst.

- Ein friedliches, pazifistisches Europa, das endgültig mit Neokolonialismus und Ausbeutung gebrochen hat.

Die Autoren dieses Beitrages stimmen am 10. Juli mit NEIN.

Guy Schneider,  
Claude Thümmel

*Beide Autoren sind Eisenbahner und Gewerkschaftsmilitanten beim Landesverband (FNCTTFEL)*

## STELLUNGNAHME DER CVX-LUXEMBURG

# Ja zu einer Verfassung für Europa

Das jetzige Klima von Verwirrung, Polemik und Demagogie hat uns bewogen, mit dieser Stellungnahme an die Öffentlichkeit zu treten. Als mündige Bürger und engagierte Christen möchten wir die luxemburgische Gesellschaft einladen, sich auf das Wesentliche, auf das Zukunftsorientierte und Aufbauende zu besinnen. Als Mitglieder einer Weltgemeinschaft in der Kirche, in der wir seit Jahren Menschen aus Litauen, Ukraine, Polen, Malta, Kroatien und Slowenien bezeugen, möchten wir zugleich vor Abgrenzung und Ausgliederung warnen und zum offenen Austausch unseres vielfältigen Reichtums innerhalb Europas einladen.

In Gemeinschaft haben wir uns mit dem umstrittenen, allzu langen, manchmal komplizierten Text des EU-Verfassungsvertrags auseinandergesetzt, Pro und Kontra Argumente erwogen und verschiedenen Meinungen Raum gegeben.

Nun, da das kommende Referendum vom 10. Juli auch in Luxemburg immer höhere Wellen schlägt, sagen wir klar unser JA zu diesem Text, auch wenn er sicher erweiterungs- und verbesserungsfähig ist. Dennoch ist er die klar bessere Alternative zu allen bestehenden, aktuellen Dokumen-

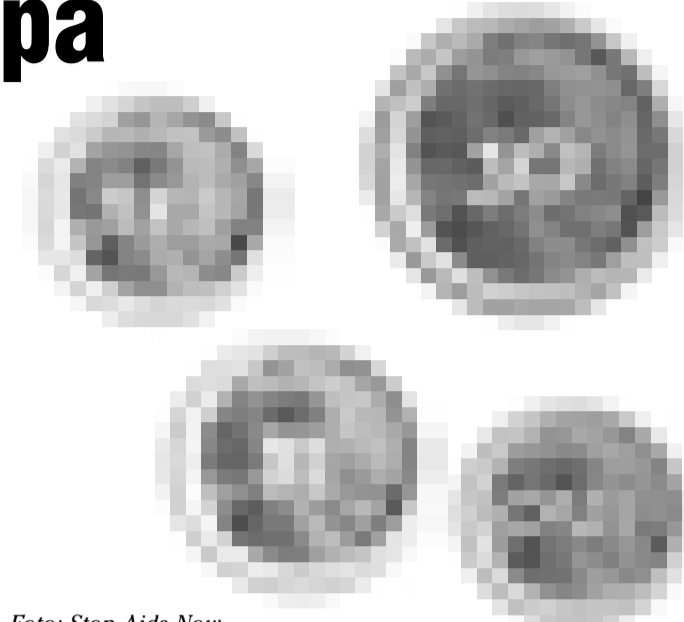


Foto: Stop Aids Now

ten. Wir sagen JA zum Text, nicht weil dieser mit einem Federstrich oder Zauberstab alles neu oder besser machen wird, sondern weil er Europa einen neuen Impuls geben wird, um geeinter in einer globalen Welt mit andern Großmächten Schritt zu halten.

Diese Verfassung beinhaltet das Potential für ein Europa der Werte, der größeren politischen und nicht nur wirtschaftlichen Gemeinschaft, der sozialen Gerechtigkeit, und für ein demokratischeres Europa als wir es bis jetzt erfahren haben. Dieser Vertrag kann neues Saatgut für unser europäisches Feld sein; wir können es aber auch brach liegen lassen, als ein Verfassungsloses Feld; nachfolgen-

de Generationen werden sich dann über die fehlende Ernte und über unsere fehlende Weitsicht von heute beklagen müssen.

Im Einzelnen möchten wir, beim "Samen" der in diesem Verfassungsvertrag steckt, folgende Aspekte besonders hervorheben:

- Auch wenn manche von uns den Gottesbezug und das besondere Benennen der christlichen Wurzeln Europas vermissen, so finden wir an manchen Stellen des Textes den Hinweis auf das kulturelle, religiöse und humanistische Erbe Europas.

- Die Rolle der Sozialpartner und der Kirchen ist erstmals im Entwurf für die Verfassung verankert. Der Text der Ver-

fassung erkennt offiziell die Identität und den besonderen Beitrag der Kirchen sowie religiöser, philosophischer oder weltanschaulicher Gemeinschaften an, und pflegt einen offenen, transparenten und regelmäßigen Dialog mit ihnen und mit allen Vertretern relevanter gesellschaftlicher Kräfte.

- Die Werte wie Pluralismus, Nichtdiskriminierung, Toleranz, Gerechtigkeit, Solidarität und die Gleichheit von Frauen und Männern werden zu den Pfeilern des Hauses Europa. Gerade die Achtung dieser Werte wird eine wesentliche Rolle für zukünftige, neue Mitgliedstaaten spielen, als unerlässliche Voraussetzung zum Beitritt in die europäische Gemeinschaft.

- Die Garantie der Grundrechte - auch der schwächsten und ärmsten Menschen innerhalb Europas - wird in der Verfassung ausdrücklich festgelegt. So sind u. a. Bekämpfung von sozialer Ausgrenzung, individuelles Recht auf Arbeit, menschenwürdige Arbeitsbedingungen, Förderung von sozialem Schutz im Vertragswerk festgeschrieben.

- Sicherheits- und Verteidigungspolitik haben als Aufgabe Frieden zu schaffen, Konflikte vorzubeugen und internationale Sicherheit zu stärken. Laut Verfassungstext kann sparen und nicht aufrüsten die Konsequenz eines gemeinsamen Einsatzes der vorhandenen Mittel werden.

- Möchte die EU sich weiterhin für weltweite Solidarität, Frieden und Gerechtigkeit einsetzen - und dies in einer globalen Welt, zwischen Großmächten wie USA, China, Indien und Brasilien - so braucht sie eine politische, sichtbare

Einheit nach außen: diese wird verstärkt durch die in der Verfassung neu vorgesehenen Posten des Ratspräsidenten und des Außenministers, sowie durch vereinfachte Vorgehensweisen innerhalb europäischer Gremien.

Seit 60 Jahren ist der Krieg bei uns beendet und es herrscht Frieden; in andern Teilen der Welt und auch an unsern Grenzen, in Südosteuropa haben verheerende Kriege das 20. Jahrhundert beendet und das Bemühen um nachhaltigen Frieden und Entwicklung in dieser Region kommt nur schleppend voran. Alle dort lebenden Bürger und besonders die Menschen aus Bosnien und Kosovo schauen mit Hoffnung und Vertrauen auf die europäische Union. An sie und an unsere Kinder sollten wir beim Urnengang am 10. Juli denken.

Schlussendlich bedeutet unser JA zu diesem Text auch eine Aufforderung an alle politisch Verantwortlichen, Europa-Politik in Zukunft nicht (mehr) an den Bürgern vorbei, sondern mit den Bürgern, mit uns allen, zu verwirklichen.

## Für die CVX Luxemburg

Josée Barthel, Tessy Geimer-Biver, Pierre Meyers, Agnès Rausch, René Schmit, Toiny Schreiner, Guy Schuller.

CVX - (Communauté de Vie Chrétienne) ist eine weltweite geistliche Gemeinschaft innerhalb der katholischen Kirche. Die Luxemburger Sektion setzt sich aus zehn Arbeitsgruppen zusammen, die "aktiv eingebunden sind in den Dienst an den Menschen, der Kirche und der Welt".

## STUDENTINNEN UND STUDENTEN

# Für ein anderes Europa



Foto: woxx

In Luxemburg wird am 10. Juli per Referendum über den EU-Verfassungsentwurf abgestimmt werden. Wir, Unterzeichner und Unterzeichnerin-

nen, wenden uns gegen die Ratifizierung dieses Verfassungsvertrags und rufen alle StudentInnen und SchülerInnen auf, mit Nein zu stimmen.

Wir brauchen und wollen ein vereinigtes Europa. Aber das Europa, das wir wollen, ist nicht dasjenige, das im EU-Verfassungsvertrag festgeschrie-

ben ist. Als StudentInnen aus Luxemburg, die wir oftmals in einer Vielzahl von europäischen Uni-Städten studieren und leben, erfahren wir die europäische Realität im ganz konkreten Alltag. Engstirniges Nationaldenken und Fremdenfeindlichkeit sind für uns absolute Fremdwörter. Wir wollen ein solidarisches, sozial gerechtes und friedliches Europa.

Weil wir dagegen sind, dass in der europäischen Verfassung der so genannte unverfälschte Wettbewerb" schriftlich beglaubigt und gleichsam als Naturrecht verewigt werden soll, da wir stattdessen davon überzeugt sind, dass eine andere, solidarische und humane Gesellschaft möglich ist, werden wir Nein sagen.

Weil wir dem sozialen Kahlschlag widerstehen wollen, weil wir uns mit der zerstörerischen Wirkung der Konkurrenzgesellschaft nicht abfinden wollen, werden wir Nein sagen.

Weil eine antisoziale Ordnung in der EU festgeschrieben wird, indem die sozialen und gewerkschaftlichen

Grundrechte in der EU-Grundrechtecharta durch beigefügte Erläuterungen noch weiter ausgehöhlt und ihrer Wirksamkeit beraubt werden, werden wir Nein sagen.

Weil wir gegen den Rassismus in der "Festung Europa" sind, weil wir es ablehnen, dass MigrantInnen und Flüchtlinge zu Feinden erklärt werden, werden wir Nein sagen.

Weil wir uns gegen die Aufrüstung und Militarisierung der EU wenden, weil wir die Durchsetzung wirtschaftlicher Interessen mit militärischen Mitteln ablehnen, werden wir Nein sagen.

Wir werden uns einsetzen für ein offenes, pazifistisches und demokratisches Europa, in dem die sozialen Rechte aller Menschen garantiert sind. Der Aufbau dieses anderen Europa ist nur möglich über die Ablehnung dieses EU-Verfassungsentwurfs.

**Erste UnterzeichnerInnen:** Claude Ballini, AA School of Architecture, London; Elodie Malanda, Spanisch, Universität Salamanca; David Marx, Medizin, Universität du Luxembourg; Kim Goerens, Erziehungswissenschaften, Freie Universität Berlin; Marc Henrion, Mathematik, Imperial College London; Michelle Cloos, Literaturwissenschaften, Paris IV-Sorbonne; Luc Ramponi, Architektur, ETH Zürich; Charles Fischbach, Medienwissenschaften und Soziologie, Basel; Jacqueline Gerten, Geschichte, UPMF Grenoble; Adrien Thomas, Politikwissenschaften, Paris I-Sorbonne; Mélanie Noesen, Pädagogik, Koblenz-Landau; Michel Erpelding, Jura, Paris I-Sorbonne; Nadia Masri, Geschichte, Université Marc Bloch Strasbourg; David Wagner, Geschichte, Metz; Frédéric Krier, Kulturwissenschaften, Europa Universität Viadrina Frankfurt-Oder; Patrick Ramponi, Literaturwissenschaften, Promotionskolleg Universität Mannheim; Sandrine Ewen, Jura, UPMF Grenoble; Bernard Thomas, Geschichte, Paris I-Sorbonne; François Benoy, Politikwissenschaft und Soziologie, Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg; Caroline Marx, Medizin, Paris; Sarah Bidoli, Französisch, Université du Luxembourg; Stephanie Hauer, Soziologie, University of Glasgow; Andreas Stathopoulos, Geschichte, Université Libre de Bruxelles; Catherine Scheer, Geschichte, Paris7-Denis Diderot; Kevin Dechmann, Geschichte, Paris IV-Sorbonne; Michèle Vallentini, Indologie und Galloromanistik Martin Luther Universität Halle-Wittenberg; Roxanne Mitrallas, Philosophie, Paris I-Sorbonne; Gilles Ramponi, Bildungsplanung, Uni Freiburg; Alain Martin, Jura, Université du Luxembourg; Lisy Binck, Assistante Sociale, Namur; Milena Wehenkel-Frisch, Medizin, Paris VI; Gilles Reckinger, Kulturanthropologie, Graz; Cédric Benetti, Ecole du Louvre, Paris; Myriam Grandgenet, Landschaftsarchitektur, Dresden; Pit Braquet, Medizin, Paris; Lisa Ravarani, Medizin, München; Mike Leclerc, Betriebswirtschaftslehre, Saarbrücken; Cindy Da Cruz, Betriebswirtschaftslehre, Université du Luxembourg; Gary Diderich, Philosophie, Université du Luxembourg; Mirko Biewers, Geschichte, Université Marc Bloch Strasbourg; Lea Scholl, Germanistik, Neuere und Neueste Geschichte, Freiburg; Pia Oettel, Politikwissenschaft und Philosophie, Freiburg; Pol Hallé, Soziologie, Strasbourg; Christophe Haler, Geschichte, Freiburg; Bernard Weis, Philosophie, Neuere und Neueste Geschichte, Freiburg; Philippe Kieffer, Politikwissenschaft, Zürich

## Débattez, qu'ils disent

(dv) - Ils voulaient pourtant bien faire. Et lui, ne voulait qu'éclairer de jeunes gens sur les enjeux européens. "Ils", c'est la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (Cnel), "lui", c'est Jean-Claude Juncker, premier ministre. La Cnel a donc choisi la semaine précédant le référendum sur le traité constitutionnel, pour offrir à trois reprises une tribune médiatique au chef du gouvernement. Evidemment, il ne s'agissait que d'une simple réunion donnant aux élèves l'occasion de questionner le plus européen des Luxembourgeois. Un acte de haute pédagogie, en somme. Mais voilà, de mauvais esprits ont estimé qu'en pleine période référendaire, un tel meeting, réunissant le principal homme politique du pays et des élèves à quelques jours d'un scrutin, ne pourrait se dérouler de manière apolitique et objective. D'où l'intervention écrite d'anciens responsables de la Cnel, fustigeant le procédé. D'autres intervinrent encore pour proposer la participation d'un-e tenant-e du non. S'ensuivit un embrouillement nerveux de la part de la Cnel: dans une première phase, on affirma que Jean-Claude Juncker refusait catégoriquement de partager sa tribune. Alors que les anciens responsables de la Cnel se préparaient à dénoncer la manoeuvre, une nouvelle version leur fut servie: Jean-Claude Juncker n'aurait jamais refusé quoi que ce soit. Apparemment un manque de communication. Tenant à tout prix que cette histoire ne s'ébruite, afin de ne pas nuire à son image, la Cnel ainsi que le Ministère de l'éducation acceptèrent l'idée qu'un-e opposant-e au traité puisse participer aux trois meetings. Cette grande difficulté à proposer un débat tout simplement équitable autour d'un sujet qui passionne de larges pans de la société, donne à réfléchir. Qu'il s'agisse de cette histoire, de l'affaire Bodry-Hollande-Emmanuelli, ou de la propagande d'Etat orchestrée par le SIP, cette campagne référendaire aura laissé une étrange impression: celle d'une petite nation éprouvant les plus grandes difficultés pour organiser un débat démocratique et d'une classe politique qui ne s'est toujours pas débarrassée de ses vieux réflexes tutélaires.